

Postface. Huit portraits sur l'Ontario français dans le temps long

Stéphanie Chouinard and Serge Dupuis

Number 41, 2016

Réflexions sur les quatre siècles de présence française en Ontario

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1038965ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1038965ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (print)

1918-7505 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Chouinard, S. & Dupuis, S. (2016). Postface. Huit portraits sur l'Ontario français dans le temps long. *Revue du Nouvel-Ontario*, (41), 371–378.
<https://doi.org/10.7202/1038965ar>

Postface. Huit portraits sur l'Ontario français dans le temps long

STÉPHANIE CHOUINARD

Université de Montréal

SERGE DUPUIS

Université Laval

Lors de son passage, à l'été 1615, dans ce qui deviendrait le Moyen-Nord de l'Ontario, l'explorateur et cartographe Samuel de Champlain constatait la présence d'un « grand nombre d'îles fort plaisantes » sur le Lac Nipissing. « Le côté nord du lac, poursuivait-il, est fort agréable; il y a de belles prairies [...] et plusieurs petites rivières qui se déchargent dans ce lac ». En revanche, et malgré les loisirs que l'on pratique de nos jours sur les berges de la Rivière-des-Français, Champlain a retenu de cette région une impression nettement négative. « Tout ce pays, disait-il, est [...] plus désagréable que le précédent, car je n'y ai point vu dix arpents de terre labourable, sinon rochers, et pays aucunement montagneux¹ ». « Fort heureusement, rajoutait-il, les bleuets, et framboises ne [...] manqu[ai]ent en aucune façon² ».

¹ Samuel de Champlain, *À la rencontre des Algonquins et des Hurons 1612-1619*, texte présenté par Éric Thierry, Québec, Septentrion, 2009, p. 118.

² *Ibid.*

Si le lien entre le passage de Champlain au printemps 1615 et l'Ontario français actuel peut paraître ténu, le colloque sur les quatre siècles de présence française en Ontario, tenu à Sudbury et à la Rivière-des-Français en juin 2015, a voulu scruter cette présence dans le temps long, depuis l'intégration de la région au régime colonial français jusqu'à l'archipel de communautés franco-ontariennes qui existent en ce début de 21^e siècle.

Pourquoi penser une collectivité à partir de ce concept de « temps long » proposé par l'historien des Annales, Fernand Braudel? Elle nous permet notamment de nous questionner sur les modalités de cette présence sur le territoire, des premiers contacts avec les Autochtones jusqu'à nos jours. Sur les vestiges de cette présence en Ontario, remontant aux 17^e et 18^e siècles. Sur les tenants et aboutissants de ce qu'est devenu l'Ontario français, tant aux plans historique, culturel, linguistique, sociologique, que juridique et politique. Sur la façon dont les événements ayant lieu au Bas-Canada, au Québec et en Acadie, mais aussi au Canada anglais et chez les Premières nations et les Métis, ont influencé le parcours particulier de l'Ontario français, ainsi que sur les limites de telles comparaisons. Voilà autant de questions sur lesquelles les conférencières et conférenciers du Colloque ont réfléchi, nous offrant, du coup, un éclairage sur ce que l'Ontario français a voulu être et ce qu'il a pu devenir.

En publiant dans les pages de la *Revue du Nouvel-Ontario* huit textes inspirés du thème du colloque, on constate la richesse des réflexions avancées ainsi que les chantiers de recherche qui demandent encore à être défrichés. À partir d'écrits littéraires et historiques – parfois fragmentaires –, l'institutionnalisation de la recherche sur l'Ontario français des années 1970 jusqu'au

début des années 1990 s'est réalisée grâce à la création de centres, d'instituts et de revues, permettant alors à cet écosystème de proposer des premiers regards scientifiques sur son expérience particulière. Depuis les années 1990, des débats ont émergé sur l'importance historique du réseau institutionnel canadien-français, sur le rapport au Québec et au gouvernement fédéral, ainsi que sur la place des Franco-Ontariens dans la francophonie canadienne, entre autres. On remarque aujourd'hui que ce sont les questions scolaires, juridiques et identitaires qui ont reçu le plus d'attention, un résultat peu surprenant puisqu'il s'agit là d'éléments clés pour comprendre toute petite société aspirant au statut national.

Chacun des textes recueillis ici présente une perspective disciplinaire originale, mais en révèle aussi les limites. François Paré entame une réflexion sur l'absence de « mémoire longue » des Franco-Ontariens contemporains. Ceux-ci seraient donc privés des mécanismes pouvant « donner sens à [leur] présence dans des lieux qui sont pourtant historiquement les [leurs] ». Son plaidoyer appelle l'Ontario entier à renouer avec cette mémoire qu'il dit « occultée », à laquelle on pourrait accéder en valorisant davantage les écrits de la période coloniale ou ces « histoires de départ, d'accommodements, d'assimilation, de vulnérabilité, d'étonnement, de résistance, d'égarement et de rupture » qui rappellent la négociation et le partage qui ont forgé les relations entre Français et Autochtones, avant l'arrivée des colons anglais. Dans une métamémoire ontarienne renouvelée, Paré voudrait qu'on leur accorde la place qui leur revient dans la fondation de la province la plus peuplée du Canada, accordant peut-être, par ricochet, une plus grande légitimité à leurs revendications contemporaines.

Joseph Gagné nous amène ensuite sur le terrain de la recherche sur l'Ontario français colonial. Il souligne les lacunes à son égard, les historiens du Québec et des États-Unis s'étant surtout intéressés aux vallées du Saint-Laurent et du Mississippi, et les chercheurs de l'Ontario français, aux dimensions plus contemporaines de l'expérience historique de l'Ontario français, c'est-à-dire son 20^e siècle. En revanche, il souligne que de jeunes chercheurs s'intéressent maintenant à la mémoire, aux figures historiques et à la colonisation sur le territoire ontarien actuel, ce qui laisse présager la possibilité que le vœu de Paré soit exaucé par la fondation de nouvelles mémoires ontariennes et franco-ontariennes.

Serge Dupuis, pour sa part, aborde le développement de la société civile franco-ontarienne par l'entremise de la voie de l'économie sociale, en se penchant sur l'expérience franco-ontarienne du coopératisme. Il postule l'existence d'une corrélation entre le poids démographique de la population francophone dans une région donnée et la force de son sentiment nationaliste, qui détermine souvent l'envergure du développement coopératif. Autrement dit, le nationalisme canadien-français et, plus tard, franco-ontarien, aurait eu un impact significatif sur la mise en œuvre et sur la pérennité de coopératives dans les régions où la masse démographique francophone pouvait les soutenir. Au-delà des efforts de l'ACFÉO et de l'Ordre de Jacques-Cartier dans le développement de ce réseau, il tient compte également du rôle qu'a joué la formation dans la préparation des coopérateurs, comme en témoigne l'œuvre du Centre social de l'Université d'Ottawa. Il note aussi le manque de connaissances pour déterminer dans quelle mesure le coopératisme a contribué à l'ascension sociale des Franco-Ontariens.

Michel Bock et François Olivier Dorais cherchent à faire la lumière sur le débat entourant le rôle de l'université en Ontario français. Pour ces auteurs, non seulement l'institution universitaire joue-t-elle un « rôle de structuration sociétale particulier » en orientant le développement de la société, elle agit aussi comme caisse de résonance et de rayonnement d'une culture particulière. Or, comme ils l'expliquent, « derrière le débat sur le principe instituant de l'université en Ontario français s'en dessine un autre, plus large, qui concerne la définition même de l'identité des Franco-Ontariens et, par conséquent, les modalités de leur intégration symbolique et institutionnelle à la collectivité ontarienne et canadienne ». À partir des débats qui ont eu lieu dans l'espace universitaire ontarien, ils décèlent trois traditions ou « principes instituant », l'autonomie, le biculturalisme et le bilinguisme, qui représentent « trois modes d'intégration sociétale plus ou moins distincts pour la collectivité franco-ontarienne ». Ce texte pose la question à savoir ce que peut nous dire le débat, continu depuis des décennies et sans conclusion apparente, sur l'avenir de l'Ontario français? Par ailleurs, les chercheurs notent dans leur « démarche heuristique » à quel point il est difficile de s'interroger sur les universitaires franco-ontariens dans un régime aussi éclaté et peu étudié.

Julie Boissonneault poursuit la réflexion sur la culture franco-ontarienne en proposant un bilan des études sur le français parlé en Ontario, signe mesurable du degré de cohésion, d'isolement et d'ouverture d'une collectivité aux influences extérieures. Elle avance, à la lecture des nombreuses études réalisées depuis le début des années 1970, que le « franco-ontarien » ne peut être réduit à un simple parler mâtiné d'anglais, comme le véhicule souvent

l'opinion populaire. Ce français, loin d'être homogène, révèle des degrés variables d'influences du « système de langue anglaise et d'influences internes à la langue française », bien que l'étiollement de l'usage vernaculaire de la langue au profit de l'apprentissage d'un français de référence à l'école diminue la fréquence du vernaculaire. Seules des enquêtes dialectologiques en Ontario et ailleurs permettraient « de cerner les traits que ces [français] ont en commun et de départager les traits propres à chacun d'eux ».

Davy Bigot suit cet état des lieux avec une recherche plus pointue, en se penchant sur un groupe de locuteurs adultes franco-ontariens de Casselman (petite communauté francophone majoritaire située dans les comtés unis de Prescott et Russell près de la frontière québécoise) enregistrés en 2009 et sur leur alternance entre quatre adverbes et locutions exprimant la conséquence : *(ça) fait que / donc / alors / so*. Bigot estime faire avancer la thèse émettant l'unité des parlers laurentiens, « le fruit des liens historiques directs et étroits entre les communautés francophones du Québec, de l'Ontario et de l'Ouest canadien ». Si l'on peut constater une très modeste anglicisation depuis le milieu du 20^e siècle dans les milieux majoritaires, des recherches sur des locuteurs provenant de localités situées à divers endroits sur le spectre entre minorisation extrême et majorité forte pourraient mieux mesurer l'effet de l'anglais sur la langue, notamment sur le processus de dévernacularisation et de création néologique chez les Franco-Ontariens.

Martin Normand nous amène ensuite sur le terrain de la science politique et explore la mobilisation de la société civile franco-ontarienne depuis les années 1960 à aujourd'hui en faisant usage d'une perspective cyclique.

Il devient alors possible, par cette lunette théorique, de comprendre l'organisation de la société civile dans le temps long, évoluant entre périodes fortes en action et périodes creuses, dites de « rémanence ». Ces dernières donneraient la chance aux groupes de réorganiser leurs modes d'action tout en préservant une mémoire institutionnelle et un réseau militant. Finalement, les organisations « préservent un répertoire de buts et de tactiques, [...] elles préservent une identité collective partagée par une communauté politique et qui peut devenir une ressource symbolique importante pour les mobilisations subséquentes ». Normand permet ainsi de conceptualiser les périodes plus calmes non comme des périodes de déclin, mais plutôt comme des moments de réorganisation de la société civile ayant participé, tout autant que ses moments forts, à la cristallisation de l'identité franco-ontarienne dans le temps et dans l'histoire.

Finalement, l'article présenté par François Larocque et Maxime Bourgeois sur l'obligation (hypothétique) du gouvernement fédéral de promouvoir l'égalité des langues officielles à la Ville d'Ottawa apporte une contribution originale au débat sur le statut linguistique de la capitale nationale. Alors que la proposition de faire d'Ottawa une ville officiellement bilingue remonte à la Commission Laurendeau-Dunton dans les années 1960, elle a récemment refait surface en vue du 150^e anniversaire de la Confédération. L'originalité du texte tient au fait qu'il souligne les responsabilités du palier fédéral dans un débat où seules la province de l'Ontario et la municipalité d'Ottawa se lancent mutuellement la balle depuis plusieurs années, ainsi qu'à l'envergure de l'obligation fédérale dans ce dossier au regard du fédéralisme canadien,

notamment en ce qui concerne le partage des compétences en matière de langues officielles.

En somme, l'Ontario français se révèle un terrain fertile où, depuis les années 1970, les premières bases de recherche en sciences humaines ont été jetées, mais où de nombreuses dimensions, tant dans le temps long que dans le contexte contemporain, restent encore à découvrir. Bien que les études franco-ontariennes traitent de sujets complexes avec nuance, réussissant parfois même à être le lieu de débats entre prédécesseurs et collègues, elles doivent se poursuivre, comme l'avancent la plupart des auteurs de ce numéro, afin de soulever de nouveaux questionnements qui permettraient de mieux saisir ce sujet qu'est l'Ontario français dans toute sa complexité.